



13 septembre, dévoilement de la plaque inaugurale dans l'amphithéâtre « Docteur Denis Mukwege » en sa présence.

À L'UT DE SAINT-DENIS

L'Effet Mukwege

Lemédecin congolais Denis Mukwege, Prix Nobel de la paix 2018, a inauguré vendredi 13 septembre en présence d'élus, de professeurs et d'étudiants, un amphithéâtre à son nom à l'Institut universitaire de technologie Paris 13.

Faut-il encore le présenter ? Gynécologue de renommée internationale, fondateur de l'hôpital de Panzi (République démocratique du Congo) spécialisé dans le soin des femmes victimes de « viol utilisé comme arme de guerre », défenseur des droits de l'homme, féministe déclaré, co-lauréat du Prix Nobel de la paix 2018 partagé avec la Yézidaïe Nadia Murad, ex-esclave sexuelle de Daesh... Vendredi 13 septembre, le Docteur Denis Mukwege, 64 ans, a été accueilli comme une star à l'Institut universitaire de technologie de Saint-Denis où a été inauguré un amphithéâtre qui porte son nom. « *L'homme qui répare les femmes* », comme on le surnomme, a eu droit au tapis rouge, à des airs de musicien classique au piano et à une pluie d'hommages.



YANN MAMBERT

« Nous avons souhaité que votre nom soit gravé dans le marbre », a prononcé à son arrivée le directeur de l'UT, Samuel Mayol, en ouverture de l'événement et en introduisant l'exposition *Denis Mukwege, un médecin au cœur des ténèbres*, de la journaliste Anna Miquel, présentée dans le hall de l'établissement. De ses débuts en tant que médecin engagé après la Première guerre du Congo en 1996, au travail titanesque qu'il a fourni au sein de l'hôpital de Panzi dédié depuis vingt ans à la prise en charge holistique (1) des femmes survivantes de violences sexuelles à l'est de la

RDC, en passant par les batailles menées pour faire connaître son combat, l'exposition a retracé le parcours d'un Denis Mukwege qui a conquis sa place parmi les grands hommes, ceux qui ont marqué l'Histoire.

« DÉNOMINATIONS FÉMININES »

La venue du médecin congolais à Saint-Denis s'inscrit dans un projet de l'UT Paris 13 qui a pris l'initiative de donner des noms de femmes à ces quatre amphithéâtres récemment rénovés pour un montant total de 650 000 €. Les amphithéâtres « Niki de Saint Phalle » et « Rosa Parks » ont été inaugurés il y a quelques mois. L'amphithéâtre « Simone Veil » le sera le 18 octobre en présence de ses deux fils, Jean et Pierre-François Veil. « *Nous avions décidé de choisir quatre noms de femmes.*

Mais votre nom est apparu. Peut-être, voire même sûrement, parce que vous faites tellement pour les femmes que ce choix nous est apparu comme légitime », a souligné Samuel Mayol dans le désormais amphithéâtre « Docteur Denis Mukwege », plein à craquer. Plus largement, la question de la place des femmes dans l'espace public et en particulier la démarche de la Ville « de privilégier les dénominations féminines pour ses nouvelles rues et espaces publics » est un « choix politique », a explicité Patrick Vassallo, président du Conseil de l'UT. Le maire Laurent Rüssler a honoré quant à lui le nom du Docteur Mukwege qui « *va bien à cette ville. Votre présence est aussi un écho à la Maison des femmes* », a avancé l'élu.

LE NÉCESSAIRE TRAVAIL DE RÉPARATION

Alors que dans l'Hexagone, depuis le début de l'année, un peu plus de 100 femmes ont été victimes de « *féminicides conjugaux* », et que le gouvernement a lancé début septembre son « Grenelle des violences conjugales », le Docteur Denis Mukwege a rappelé que la question des violences sexuelles ne se limitait pas à l'Afrique ou aux zones de conflit. « *Tous les trois jours en France, une femme est tuée. Mais il n'y a pas de guerre en France !* ». Le gynécologue a discuté sur le viol, cette « *arme utilisée partout pour diverses raisons* », que ce soit en Irak, Bosnie, Colombie. « *Notre engagement est important pour lutter contre ce fléau* », dans lequel « *Les femmes et les enfants sont devenus les cibles privilégiées* ». Comment aider les victimes à s'en sortir ? Pour le militant des droits humains, il est primordial « *d'engager les hommes dans ce combat* ».

Enfin, Denis Mukwege a insisté sur le nécessaire travail de réparation. Celui qui est favorable à la création d'un tribunal international en RDC a précisé les grandes lignes d'un « Fonds mondial » de réparation pour les survivantes de violences sexuelles à travers le monde, dont le lancement se fera en octobre. « *Ce Fonds sera alimenté par les États* (2). *Le principe est de soutenir les survivantes dans des pays où les dirigeants ne veulent pas ou ne peuvent pas le faire. Dans les deux cas, nous considérons que les victimes doivent avoir une réparation. Elle pourra être individuelle ou collective. Elle pourra aussi être symbolique.* »

Autre symbole annoncé vendredi 13 septembre par Anne-Sophie Barthez, qui a représenté la ministre de l'Enseignement supérieur Frédéricique Vidal – dont l'absence à l'inauguration a été remarquée : la diffusion dans tous les établissements d'enseignement supérieur de documentaires *L'homme qui répare les femmes*, de Thierry Miché, lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre. ●

Yslande Bossé

(1) L'approche holistique désigne l'accompagnement à plusieurs niveaux des femmes victimes de violences sexuelles. Aux soins médicaux s'ajoutent les soins psychologique, social et juridique-économique.

(2) La France a participé à hauteur de 6 millions d'€, l'Allemagne 400 000 €.

À LA PLAINE Les femmes à la conquête de leur espace

L'association Partenaires pour la ville, avec l'aide de la Maison de quartier Plaine, a constitué un groupe d'une douzaine de femmes, âgées de 35 à 70 ans, pour identifier les points problématiques de leur quartier. Pour ce faire, entre avril et mai, elles ont effectué trois marches exploratrices...

« *L'espace public est pensé par les hommes pour les hommes* », pose comme constat Josy Hebert. Ce mardi 10 septembre, à la Maison de quartier Plaine, ses camarades – toutes des femmes – partagent le même avis. « *Quand la nuit on entend des bruits de pas derrière nous, cela peut nous angosser. Ce sentiment, les hommes ne le ressentent pas* », estime Marie Leroy, chargée de mission droits des femmes à la Ville. « *On se sent vulnérable, fragile* », ajoute Marie-se Feser, habitante de la Plaine. Récentement, elle a été agressée : un individu lui a volé un bijou. « *Je n'ai pas envie de vivre dans la peur, mais c'est difficile de s'en détacher* », confie-t-elle.

Loélia Marseille, médiatrice dans l'association Partenaires pour la ville (PPV) est à l'initiative d'une opération pour se réapproprier l'espace public, s'inspirant d'une action initiée en 2018 au Clos-Saint-Lazare à Stains. En mars, elle a constitué, avec l'aide de la Maison de quartier, un groupe d'une douzaine de femmes de la Plaine, de 35 à 70 ans, pour identifier les points problématiques de leur quartier. Entre avril et mai, elles ont effectué trois marches exploratrices, en partant du Pont Commun (au pont de Soissons) en passant par les rues Crisino-Garcia, de la Procession, de

la Montjoie et l'avenue du Président-Wilson. Elles ont fait le même trajet en journée en semaine, le week-end et en soirée. Elles ont classé les lieux selon qu'elles les évitent absolument parce que « *désagréables, peu sécurisants* », d'autres qu'elles n'évitent qu'occasionnellement, et ceux où elles se sentent en sécurité. La rue Saint-Just est l'endroit où elles sont le plus à l'aise, parce qu'il y a la médiathèque, l'annexe de la mairie, la Maison de quartier, des écoles, le square et la Belle Étoile.

UNDES POINTS NOIRS. LE PONT DE SOISSONS

L'un des gros points noirs est au niveau du pont de Soissons, dangereux à cause des voitures. Elles l'évitent aussi le soir à cause de « *gens qui y zonent* ». Deux squares de l'avenue Wilson sont désinvestis par les familles et les femmes parce que vétustes, sales et sources d'insécurité.

Le 2 juillet, les marcheuses de la Plaine ont rencontré des élus et les services de la Ville (voirie, propreté, police municipale, etc.) pour faire remonter les problématiques et leurs doléances. « *Il ne suffit pas d'être dans le constat. Les femmes sont aussi force de proposition* », avance Loélia Marseille. Comme préconisation, elles ont proposé d'installer l'avenue du Président-Wilson des bandes lumineuses, et de créer un espace de rencontre pour les femmes. Elles demandent aussi à changer les éclairages, rénover les squares. Le 24 septembre, elles vont revoir les services de la Ville au Pont Commun, en espérant être entendues. ● [+ l'intégralité de l'article sur lejsd.com](#)

Aziz Oguz



AZIZ OGUZ

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA PAIX « Faire vivre l'idée pacifique »

Samedi 21 septembre, le collectif local du Mouvement de la paix organise une fête de la paix, salle de la Légion d'Honneur. Pour en assurer le succès, il peut compter sur le soutien d'une dizaine d'associations locales, la Ville, le cinéma l'Écran et la médiathèque Centre-ville. Rencontre avec Claude Chapet, son responsable.

LES JSJ : Le collectif dionysien du Mouvement de la paix organise tous les 21 septembre, Journée internationale de la paix, un événement. Quel est-ce qui justifie cette année qu'il prenne plus d'ampleur ?

CLAUDE CHAPET : L'augmentation des conflits, le développement des inégalités, l'avancée d'idéologies individualistes marquent la période. Et nous cherchons à développer la culture de paix comme le fait l'ONU depuis une vingtaine d'années. Il y a un an, le 4 octobre 2018, le conseil municipal dionysien a adopté un vœu pour inciter la France à ratifier le traité de non-prolifération de l'armement nucléaire de l'ONU, déjà signé par 122 pays et ratifié par 25 d'entre eux.

LE JSJ : Pourquoi avoir choisi la forme festive ?

CC : Je vais citer Spinoza : « *La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice.* » L'idée d'organiser ce moment festif avec une dizaine d'associations va de pair avec faire vivre l'idée pacifique et mettre en œuvre le vivre ensemble. Il y en aura pour tout le monde, expos, danses, film le soir à l'Écran et restauration... Et un atelier de

fabrication de grutes en papier, une proposition du Secours populaire lancée avant les vacances, a déjà permis des rencontres et des échanges. Ce sera encore le cas samedi.

LE JSJ : Deux débats sont au programme...

CC : Le premier intitulé « religion et paix » avec des représentants des cultes catholique, musulman, bouddhiste. On entend souvent qu'à l'origine des guerres on trouve les religions. Nous, au Mouvement de la Paix, disons plutôt que c'est la volonté de domination qui fait naître les conflits. Les religions sont manipulées. En tout cas il y a matière à débat. Le second réunira un membre de la CGT de Thales, une représentante de la Ligue des droits de l'homme et un adhérent du Mouvement de la paix.

LE JSJ : Cette initiative se tient au moment d'une grande mobilisation autour du climat.

Comment le Mouvement de la paix se situe par rapport à cette problématique ?

CC : Le défi climatique que est indissociable de la question de la paix. Pourrant, les industries d'armement ne font pas partie des discussions de la COP21. Vivre sur terre avec 10 milliards d'individus avec suffisamment de ressources pour tous constitue un défi. Ça fait partie des préoccupations du Mouvement de la paix qui ajoute que ce n'est pas envisageable sur une planète en guerre. ● [+ programme complet sur lejsd.com](#)

Propos recueillis pas Véronique Le Coustumer Samedi 21 septembre à partir de 14h, salle de la Légion d'honneur (6, rue de la Légion-d'Honneur).